COMMUNIQUE

MISSION CONDUITE PAR LA PRESIDENCE DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN
---Comores, France/réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles---

MADAGASCAR, 27 -29 NOV 2011

La Présidence seychelloise de la Commission de l'Océan Indien (COI) encourage à aller de l'avant dans la mise en œuvre de la Feuille de route

La délégation, conduite par le Ministre des Affaires Etrangères des Seychelles, Jean Paul ADAM, Président en exercice de la COI s'est rendue à Madagascar du 27 au 29 novembre 2011, pour apporter une dynamique au processus de sortie de crise en cours. Cette délégation est composée du Secrétaire Général de la COI, des représentants diplomatiques de tous ses Etats membres, et du Représentant de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI).

Les rendez-vous ont permis à la délégation de rencontrer lundi 28, le Premier Ministre de consensus, les Ministres des affaires étrangères et de l'environnement et des forêts, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ; mardi 29, le Président de la Haute Autorité de Transition (HAT), le Vice Premier Ministre de l'économie et de l'industrie, les présidents du Congrès de la Transition et du Conseil Supérieur de la Transition, ainsi que le représentant de la Troïka et mercredi 30, le ministre de l'Intérieur.

La mission de la COI affiche un double objectif, politique et économique

En prenant contact avec le Gouvernement d'Union nationale de transition, quelques jours après sa désignation, la Présidence inscrit son action dans le cadre des décisions prises lors du Conseil des ministres du 6 octobre 2011, qui avait permis à Madagascar de recouvrer son siège au sein de l'organisation.

Dans le même esprit que celui impulsé par la Présidence mauricienne, la délégation apporte le soutien et les encouragements de la COI à la mise en œuvre de la Feuille de route et compte renforcer rapidement les échanges économiques inter-îles.

La COI reste fidèle aux valeurs de solidarité qui fondent son existence

Dans le même esprit que celui impulsé par les présidences précédentes depuis 2009, comorienne et mauricienne, la Présidence seychelloise souhaite agir pour favoriser le processus de sortie de crise et la reprise économique.

Avec ce déplacement, la COI témoigne de la solidarité entre ses Etats membres et réaffirme son rôle d'organisation de proximité, premier cercle de coopération régionale, proche du peuple malgache, pour promouvoir la démocratie, et accélérer la reprise économique.

Des rencontres constructives, autour d'une délégation soudée

Les entretiens se sont déroulés dans une ambiance positive et constructive. Tout en restant à l'écoute de ses interlocuteurs, les membres de la délégation de la COI ont exprimé à l'unisson la nécessité de la mise en œuvre de l'ensemble des étapes prévues par la feuille de route, avec pour objectif final l'organisation d'élections crédibles, libres et transparentes.

La délégation de la COI a tenu à rappeler la proposition agréée par ses Etats membres de collaborer, selon des modalités à convenir, avec le bureau de liaison de la SADC à Madagascar, une fois ce dernier établi.

Au nom de la COI, le Président :

Apporte son soutien entier au Premier ministre de consensus, Jean Omer Beriziky, et au gouvernement d'union nationale de la transition, désignés selon les dispositions de la Feuille de route élaborée par la SADC ;

Félicite les signataires de la «Feuille de route pour la sortie de crise à Madagascar » du 17 septembre 2011, et les signataires du document portant « Cadre de mise en œuvre de la Feuille de route », du 14 octobre 2011 ;

Rend hommage au Président Rajoelina pour sa détermination à appliquer la Feuille de route ;

Incite les parties prenantes et l'ensemble des acteurs politiques malgaches à considérer, durant une période transitoire, la Feuille de route comme un guide conduisant à un nouvel ordre constitutionnel et à une totale légitimité ;

Appelle l'ensemble des parties prenantes à contribuer à l'unité et à la réconciliation nationale, en gardant en permanence à l'esprit l'intérêt du peuple malgache ;

Rappelle la contribution de l'Union africaine (UA) au processus de sortie de crise et le rôle prépondérant de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'organe du Comité ministériel de la Troïka dans le processus de la médiation à Madagascar ;

Apprécie à sa juste valeur l'exécution des étapes primordiales du processus de sortie de crise et les obstacles restant à franchir, afin de préparer et d'organiser des élections crédibles, libres et équitables ;

Encourage les autorités de la Transition à envoyer des signaux positifs vers la communauté internationale, la population et le monde des affaires, en prenant des mesures garantissant la sécurité des personnes et des biens dans le plein respect des droits de l'Homme et de l'État de droit ;

S'engage à apporter, en étroite collaboration avec la communauté internationale, son soutien politique, technique, matériel, logistique et financier au processus de transition, en réponse aux sollicitations formulées par la SADC et l'Union Africaine dans la Feuille de route ;

Réaffirme son souhait de voir mis en place, dans les meilleurs délais, le bureau de liaison de la SADC à Madagascar, en application de la Feuille de route et propose de collaborer avec ce bureau ;

S'engage, selon les décisions de son Conseil, à renforcer sa coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie, en particulier en matière d'appui et d'assistance aux élections ;

Demande solennellement la reconnaissance internationale de la Transition, selon les dispositions de la Feuille de route ;

Appelle à la levée des sanctions et à un appui coordonné au processus électoral ;

Souhaite que cette première prise de contact avec le Gouvernement d'Union nationale de la Transition soit suivie d'échanges rapprochés pour renforcer la coopération économique au sein de l'espace économique et commercial de la COI car « l'amélioration de la situation économique doit permettre de cimenter le renforcement institutionnel ».

Plaide pour un appui massif de la Communauté internationale qui permettra de conduire le pays sur la voie du développement et de la croissance et d'améliorer les conditions de vie des populations, après une crise dont la durée a profondément affecté, économiquement et socialement, le pays et l'ensemble de la région COI.

Dans cette perspective, **envisage d'initier, dans les meilleurs délais, une table ronde** des partenaires, investisseurs et bailleurs de fonds en faveur de Madagascar./.